

ACTION URGENTE

CUBA. UN PRISONNIER D'OPINION PRIVÉ DES VISITES DE SA FAMILLE

Les autorités cubaines ont suspendu pour six mois les droits de visite d'Eduardo Cardet, défenseur des droits humains, à titre de sanction pour les activités militantes que mène sa famille en sa faveur, selon l'épouse d'Eduardo Cardet. Cet homme est un prisonnier d'opinion et il doit être libéré immédiatement et sans condition.

Le 26 mai 2018, le responsable de la prison de Cuba SI à Holguín, Cuba, a informé la famille d'Eduardo Cardet Concepción que ses droits aux visites familiales avaient été suspendus pour six mois en raison des plaintes que ses proches avaient adressées à la presse internationale et à des mécanismes de défense des droits humains.

Yaimaris Vecino, l'épouse d'Eduardo Cardet, a indiqué à Amnesty International que lorsqu'elle-même, ses enfants et la mère d'Eduardo avaient tenté de lui rendre visite, il n'avait pas été possible de le voir. Les autorités ont informé oralement la famille que les droits de visite d'Eduardo Cardet avaient été suspendus. Selon Yaimaris Vecino, Eduardo Cardet est généralement autorisé à passer des appels à sa famille le mardi. Le mardi 5 juin, il n'a pas appelé, ce qui laisse à penser qu'il a également été privé de son appel téléphonique habituel.

Eduardo Cardet Concepción est le dirigeant du Mouvement chrétien « Libération » (MCL), un groupe qui milite en faveur de la démocratie. Il est incarcéré dans la prison de Holguín depuis qu'il a été arrêté, le 30 novembre 2016, soit cinq jours après la mort de l'ancien dirigeant de Cuba, Fidel Castro. Avant son arrestation, Eduardo Cardet avait accordé des interviews qui avaient été publiées dans la presse internationale et au cours desquelles il s'était montré critique à l'égard des autorités cubaines.

En vertu du droit international, les prisonniers ont le droit de communiquer avec le monde extérieur, en particulier de recevoir la visite de leurs proches et de leur avocat, et de bénéficier de soins de santé adéquats. Toute restriction à ce droit doit être nécessaire et proportionnée à son objectif, sans quoi elle peut s'apparenter à une violation du droit à la vie privée et familiale. Ces droits sont des garanties fondamentales contre d'autres violations des droits humains, y compris la torture ou les autres mauvais traitements.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- appelez les autorités à libérer immédiatement et sans condition le défenseur des droits humains Eduardo Cardet, car il s'agit d'un prisonnier d'opinion, détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression ;
- engagez-les à veiller à ce que l'accès à sa famille soit immédiatement rétabli et à ce qu'il soit autorisé à avoir des contacts réguliers avec sa famille et avec le monde extérieur, ainsi qu'à consulter des avocats et à bénéficier des soins médicaux de son choix.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 19 JUILLET 2018 À :

Président de la République

Miguel Mario Díaz-Canel Bermúdez
 Presidente de la República de Cuba
 La Habana, Cuba
 Fax : +41 22 758 9431 (bureau de Cuba à Genève) / +1 212 779 1697 (via la Mission de Cuba auprès des Nations unies, à New York)
 Courriel : cuba_onu@cubanmission.com (via la Mission de Cuba auprès des Nations unies)
Formule d'appel : Su Excelencia, / Monsieur le Président,

Ministre de l'Intérieur

Vicealmirante Julio César Gandarilla Bermejo
 Ministro del Interior
 Ministerio del Interior, Plaza de la Revolución, La Habana, Cuba
 Fax : + 53 7 855 6621 ; + 53 7 8301 566 (ou +1 212 779 1697, via la Mission de Cuba auprès des Nations unies)
 Courriel : correominint@mn.mn.co.cu
Formule d'appel : Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,

Copies à :

Mouvement chrétien « Libération »
 Movimiento Cristiano de Liberación (MCL)
 Courriel : info@oswaldopaya.org
 Twitter : @oswaldopaya

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Cuba dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

Ceci est la quatrième mise à jour de l'AU 32/17. Pour en savoir plus : www.amnesty.org/fr/documents/amr25/7759/2018/fr/

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

CUBA. UN PRISONNIER D'OPINION PRIVÉ DES VISITES DE SA FAMILLE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Selon cinq témoins qui se sont entretenus avec Amnesty International au téléphone sous couvert d'anonymat, Eduardo Cardet a été poussé de son vélo et a été arrêté avec violence par au moins quatre policiers en civil et un policier en uniforme en début de soirée le 30 novembre, alors qu'il rentrait chez lui après avoir rendu visite à sa mère. D'après sa femme, qui a assisté à l'arrestation de son mari avec leurs deux enfants, Eduardo Cardet est accusé d'avoir agressé un représentant de l'État, infraction qui relève de l'article 142.1 du Code pénal. L'un des policiers affirme qu'Eduardo Cardet l'a poussé lors de son arrestation. Tous les témoins qui se sont entretenus avec Amnesty International réfutent ces allégations et affirment qu'Eduardo Cardet a été rapidement et violemment maîtrisé par des policiers en civil, qui lui ont passé les menottes et l'ont frappé sans qu'il puisse se défendre. Les témoins pensent qu'Eduardo Cardet a été arrêté en raison de ses convictions et de ses opinions. Amnesty International a pu examiner une copie du jugement rendu en appel par le tribunal provincial de Holguín. Ce document ne mentionne pas les motifs justifiant l'arrestation, ce qui laisse à penser que celle-ci était arbitraire. Le 17 mai, le tribunal populaire provincial de Holguín a confirmé en appel la condamnation d'Eduardo Cardet Concepción à trois ans d'emprisonnement, prononcée le 20 mars.

Le Mouvement chrétien « Libération » (MCL) est un acteur clé du mouvement en faveur de la démocratie à Cuba. D'après son site Internet, il s'agit d'un mouvement qui prône une évolution pacifique vers la démocratie et le respect de la dignité humaine. Il a été créé en 1988 par Oswaldo Payá Sardiñas – qui est devenu une figure de premier plan de l'opposition politique cubaine – et quatre autres militants. D'après les informations recueillies par Amnesty International, les membres du MCL subissent des actes de harcèlement et d'intimidation depuis des dizaines d'années. En 1991, Oswaldo Payá Sardiñas a soumis une pétition appelant à la tenue d'un référendum national sur une réforme de la Constitution. Son domicile a alors été saccagé par plus de 200 personnes qui, d'après certaines sources, faisaient partie de la Brigade de réaction rapide. Lorsqu'Oswaldo Payá a annoncé son intention de se présenter au poste de député à l'Assemblée nationale pour la municipalité de Cerro, à La Havane, des membres de son organisation auraient été interrogés à de nombreuses reprises et placés en détention pour de courtes périodes.

Dans un entretien avec *ABC International* publié le 16 septembre 2016, Eduardo Cardet a déclaré : « les activités politiques sont déguisées en infractions telles qu'incitation au scandale public, outrage envers un fonctionnaire ou agression d'un représentant de l'État, et la police politique utilise ces accusations pour placer des dissidents en détention ».

Comme la quasi-totalité des observateurs internationaux indépendants des droits humains, Amnesty International n'est pas autorisée à entrer à Cuba.

Nom : Eduardo Cardet Concepción
Homme

Action complémentaire sur l'AU 32/17, AMR 25/8537/2018, 7 juin 2018